

Rapport Villani : qu'en pensent les experts ?

Sept personnalités réagissent au rapport sur l'intelligence artificielle remis le 29 mars. Si le travail de la commission Villani est plébiscité, ils pointent la faiblesse des moyens financiers annoncés ou le manque d'implication des grands groupes.

Les Echos · 10 apr. 2018 · Benoît Georges @bengeorges et Rémy Demichelis @RemyDemichelis

• ANTOINE PETIT, PDG DU CNRS



Votre avis sur le rapport. « Il faut saluer le travail considérable réalisé dans un laps de temps finalement assez court. Mais, comme j'ai eu l'occasion de le dire lors du colloque organisé au Collège de France, il me semble qu'il ne faudrait pas qu'une lecture trop rapide conduise la France, et l'Europe, à privilégier outrageusement les questions d'éthique – évidemment très importantes – et à laisser la création d'emplois et de valeur aux Etats-Unis et à l'Asie. »

La mesure la plus importante. « Ce n'est pas tant une mesure mais le signe essentiel qu'il donne, à savoir que la France se positionne – j'ajouterais "enfin" – comme un des pays qui veulent jouer un rôle sur la scène internationale dans le domaine de l'intelligence artificielle [IA]. Le fait que le président de la République fasse de l'IA une priorité nationale doit conduire à développer plus encore du business en France, en particulier en encourageant les relations entre le monde académique et les acteurs économiques français, grands groupes, PME-ETI, start-up... »

La mesure qui manque. « Là aussi, ce n'est pas tant une mesure qu'un avertissement. Lorsque l'on parle d'IA, on évoque souvent les questions d'éthique ou de valeurs comme si elles étaient universelles. C'est loin d'être le cas. De par leurs cultures et leurs histoires, la Chine, l'Europe ou les Etats-Unis n'ont pas la même vision. Il faut en être conscient. »

• PATRICK ALBERT, PRÉSIDENT DU HUB FRANCE IA

Votre avis sur le rapport. « C'est un super boulot. Cédric Villani a fait un gros travail de persuasion vis-à-vis du gouvernement. L'effet le plus important, à ce stade, est qu'il ressort une prise de conscience : Bruno Le Maire a compris qu'il fallait investir, et Frédérique Vidal a compris qu'il fallait accélérer dans la recherche et l'enseignement. »

La mesure la plus importante. « L'idée d'un "GIEC de l'IA" mise en avant par Emmanuel Macron. Je pense qu'il faut que la société s'empare du sujet de l'intelligence artificielle, comme elle a su s'emparer du sujet du réchauffement climatique grâce à l'action des scientifiques. »

La mesure qui manque. « Ce qui fait défaut aujourd'hui, c'est l'intégration des industriels, qu'il s'agisse des grands groupes, des ETI ou des PME. Ils étaient d'ailleurs les grands absents à la remise du rapport. Or il faut que les entreprises, notamment les plus grandes, s'emparent maintenant du sujet. »

• YVES POILANE, DIRECTEUR DE L'ÉCOLE D'INGÉNIEURS TÉLÉCOM PARISTECH

Votre avis sur le rapport. « Il me semble que le président et le gouvernement veulent aller vers un financement à la fois public et privé. Cela va exactement dans le sens de ce que nous avons proposé à la Conférence des grandes écoles, plus généralement pour accroître le flux d'ingénieurs : un financement de la formation assuré pour un tiers par l'Etat, pour un tiers par l'étudiant et pour un tiers par le privé. J'entends que l'Etat ne prendra pas tout, mais qu'il prendra sa part. »

La mesure la plus importante. « Le doublement du nombre de personnes en formation à l'IA [annoncé par Emmanuel Macron, NDLR], que ce soit en formation continue ou initiale. Cédric Villani voulait tripler ce nombre [aujourd'hui estimé à 3.000 ou 5.000, NDLR], mais doubler, c'est déjà une rupture. Et quand je regarde les débouchés de mes étudiants, je suis sûr que le marché du travail sera tout à fait capable d'absorber cette hausse. »

La mesure qui manque. « Je regrette que les entreprises françaises n'aient pas été suffisamment mises en avant dans leur volonté de développer l'IA... Je suis d'autant plus surpris que je sais que les groupes français ont des projets dans ce domaine. »

• NOZHA BOUJEMAA, DIRECTRICE DE RECHERCHE À L'INRIA, DIRECTRICE DE L'INSTITUT DATAIA

Votre avis sur le rapport. « Il y a une bonne compréhension des enjeux dans quatre dimensions : la nécessité de programmes de recherche interdisciplinaires, l'ouverture des données, le cadre réglementaire et financier et, enfin, les enjeux éthiques et politiques. »

La mesure la plus importante. « Honnêtement, je vois beaucoup de choses positives, mais j'ai du mal à en mettre une en avant. »

La mesure qui manque. « Concernant le réseau d'instituts interdisciplinaires de l'IA [annoncé par Emmanuel Macron, NDLR], je trouve qu'il y a encore un certain flou sur le plan opérationnel. Dataia existe déjà, Prairie [Paris Artificial Intelligence Research Institute, NDLR] a été annoncé, et maintenant on sait que d'autres instituts vont être créés en région. Est-ce qu'il y aura des appels à projets ? Comment le réseau va-t-il se mettre en place et être présent à l'international ? Ces questions restent posées. »

• SYLVAIN DURANTON, DIRECTEUR DE BCG GAMMA

Votre avis sur le rapport. « Je pense qu'il va dans le bon sens. D'une part, il est optimiste sur l'IA et n'affiche pas de chiffon rouge, sans pour autant oublier de parler d'éthique. D'autre part, il y a une part importante accordée à la recherche publique, mais avec un effort pour dire que cela va se faire avec les industriels, dans une logique d'écosystème. »

La mesure la plus importante. « L'annonce que l'on va unifier de grandes bases de données, dans la santé, par exemple. Parce que les données sont à la base de l'IA, il faut que notre pays donne accès à des bases de données rares, unifiées, partagées entre organismes et chercheurs. Une autre mesure essentielle, même si elle a moins été relevée, est l'idée de former les élèves à la manipulation et à l'analyse des données dès le secondaire. C'est un chantier colossal mais très important. »

La mesure qui manque. « Plus qu'un manque, je vois un risque : c'est bien que l'on soit régalien et que l'Etat vérifie que les choses soient faites, mais du régalien au jacobin, il n'y a qu'un pas. Quand je vois que l'on imagine à terme une plate-forme de certification des algorithmes, je me dis que l'on va peut-être un peu loin. Il ne faut pas que l'on se crée des contraintes qui vont nous handicaper par la suite. »

• NICOLAS BOUZOU, ÉCONOMISTE, DIRECTEUR ET FONDATEUR D'ASTERÈS Votre avis sur le rapport. « Globalement, le rapport est assez exhaustif, et c'est une bonne nouvelle. Si la France a un retard économique et technologique sur l'intelligence artificielle, c'est avant tout parce que nous avons un retard culturel par rapport à des pays comme les Etats-Unis ou la Chine. Il faut prendre la question à bras-le-corps, et c'est ce que fait le rapport. »

La mesure la plus importante. « L'idée de mettre en place des zones franches de l'IA, c'est-à-dire d'avoir des territoires d'expérimentation où l'on pourra s'affranchir d'un certain nombre de contraintes. N'étant pas juriste, j'ai une question sur la faisabilité juridique, mais j'ai pu observer que c'était très efficace dans un certain nombre de pays – c'est, par exemple, ce qu'a fait le Danemark pour l'économie circulaire. »

La mesure qui manque. « Je trouve que l'impulsion publique est très faible – 1,5 milliard d'euros sur quatre ans, c'est très peu par rapport aux besoins. Il manque un volet de baisse de charges, qui passeraient à mon avis par des incitations d'ordre fiscal afin que les entreprises investissent massivement. »

• ANTOINE BORDES, PATRON DU LABORATOIRE FACEBOOK AI RESEARCH (FAIR)

Votre avis sur le rapport. « Le rapport montre qu'il y a un véritable élan donné à l'intelligence artificielle en France. Il ne se limite pas au constat, mais donne des pistes d'action. »

La mesure la plus importante. « Le fait que les chercheurs académiques puissent consacrer 50 % de leur temps à des recherches pour le privé est une très bonne chose. C'est quelque chose qui était demandé à la fois par des entreprises comme la nôtre et par des universités. Et, en plus, c'est fait avec des garde-fous pour que l'enseignement n'en pâtisse pas, en prévoyant de verser des compensations aux équipes académiques. »

La mesure qui manque. « Peut-être une initiative autour de ce que l'on appelle maintenant le "AI for good", c'est-à-dire un modèle vertueux permettant aux ONG et aux experts de l'IA de travailler ensemble. Le rapport aurait pu proposer d'associer les labos d'IA comme le nôtre, les écoles d'informatique et les ONG qui sont confrontées à des problèmes que l'IA peut aider à résoudre. » ■